

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206902]

28 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, du 23 juin 2011, du 31 mai 2012 et du 31 janvier 2013;

Considérant la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et des services;

Considérant l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant l'arrêté royal du 16 juillet 2012 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux;

Considérant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant la nécessité de mettre à jour les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation en matière de marchés publics;

Considérant la nécessité de simplifier le traitement des dossiers relatifs à l'acquisition et à la cession de biens immeubles;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2013;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 17 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Pour l'application de la présente section, on entend par :

1^o la loi : la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et des services;

2^o l'arrêté royal du 15 juillet 2001 : l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

3^o l'arrêté royal du 16 juillet 2012 : l'arrêté royal du 16 juillet 2012 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux;

4^o l'arrêté royal du 14 janvier 2013 : l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics. »

Art. 2. A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le chiffre « 7 » est remplacé par le chiffre « 6 »;

2^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Tout titulaire de la fonction visée à l'alinéa 1^{er}, est, dans le cadre de ses délégations, autorisé à imposer la vérification des prix, lorsque celle-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 21, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 15 juillet 2001 ou par l'article 21, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 16 juillet 2012. »;

3^o dans l'alinéa 4, les mots « article 17, § 2, 2^o, b, de la loi du 24 décembre 1993 » sont remplacés par les mots « article 26, § 1^{er}, 2^o, b, de la loi ».

Art. 3. A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 1^o, les mots « article 3 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996, aux dispositions du cahier général des charges visées à l'article 3, § 1^{er}, 2^e alinéa » sont remplacés par les mots : « article 9, § 4, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, aux dispositions visées à l'article 9, § 4, alinéa 2 »;

2^o dans le 2^o, les mots « article 5 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 » sont remplacés par les mots « article 67, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 »;

3^o dans le 3^o, les mots « article 87 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou de l'article 75 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 » sont remplacés par les mots « article 13, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ou de l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 juillet 2012 ».

Art. 4. A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 1^o, les mots « article 110 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou à l'article 98 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 » sont remplacés par les mots : « article 95 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ou à l'article 94 de l'arrêté royal du 16 juillet 2012 »;

2^o dans le 3^o, les mots « articles 118 et 119 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou des articles 106 et 107 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 » sont remplacés par les mots « articles 103 et 104 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ou des articles 102 et 103 de l'arrêté royal du 16 juillet 2012 ».

Art. 5. L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. Seuls le secrétaire général ou le directeur général peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective, attribuer le marché lorsque le montant de l'offre régulière la plus basse ou économiquement la plus avantageuse atteint 250.000 euros et s'écarte d'au moins 15 % en dessous de la moyenne des montants des offres déposées par les soumissionnaires sélectionnés. »

Art. 6. Dans l'article 22, alinéa 1^{er}, le chiffre « 25 » est remplacé par le chiffre « 15 ».

Art. 7. A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « article 8 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 » sont remplacés par les mots « article 37 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 »;

2^o dans le paragraphe 2, les mots « pour retard et des pénalités » sont insérés entre les mots « remise d'amendes » et les mots « à concurrence de ».

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 61/1 rédigé comme suit :

« Art. 61/1. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour représenter le Ministre pour la passation et la conclusion des actes relatifs à l'acquisition ou la cession de biens immeubles. »

Art. 9. Dans le même arrêté, il est inséré un article 69/1 rédigé comme suit :

« Art. 69/1. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour représenter le Ministre pour la passation et la conclusion des actes relatifs à l'acquisition ou la cession de biens immeubles. »

Art. 10. L'article 70 du même arrêté est complété par ce qui suit :

« 10° donner autorisation pour le placement et l'organisation de la signalisation des chantiers sur les autoroutes dans les limites de leur ressort, en application de l'article 78.1.1 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière;

11° conclure les conventions liées à l'occupation du domaine public ainsi que les conventions de partenariat avec les communes pour la gestion, l'entretien et l'aménagement des trottoirs et des autres équipements de la voirie. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré un article 72/1 rédigé comme suit :

« Art. 72/1. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour représenter le Ministre pour la passation et la conclusion des actes relatifs à l'acquisition ou la cession de biens immeubles. »

Art. 12. Dans l'annexe au même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la deuxième colonne, les mots « adjudication publique » et « appel d'offres général » sont remplacés respectivement par les mots « adjudication ouverte » et « appel d'offres ouvert »;

2° dans la troisième colonne, il est inséré après les mots « procédure négociée avec publicité préalable » les mots « procédure négociée directe avec publicité ».

Art. 13. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206902]

28. NOVEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, vom 23. Juni 2011, vom 31. Mai 2012 und vom 31. Januar 2013;

In Erwägung des Gesetzes vom 15. Dezember 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2011 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den klassischen Bereichen;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2012 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den Sonderbereichen;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie im Anschluss an das Inkrafttreten neuer Vorschriften im Bereich der öffentlichen Aufträge zu aktualisieren;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Bearbeitung der Akten über den Erwerb oder die Abtretung von unbeweglichen Gütern zu vereinfachen;

Aufgrund des am 6. November 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. November 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 28. November 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 17 - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° Das Gesetz: das Gesetz vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

2° der Königliche Erlass vom 15. Juli 2001: der Königliche Erlasses vom 15. Juli 2011 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den klassischen Bereichen;

3° der Königliche Erlass vom 16. Juli 2012: der Königliche Erlasses vom 16. Juli 2012 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den Sonderbereichen;

4° der Königliche Erlass vom 14. Januar 2013: der Königliche Erlass vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen.“

Art. 2 - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz wird die Zahl "7" durch die Zahl "6" ersetzt;

2° der zweite Absatz wird durch Folgendes ersetzt:

"Jedem Inhaber der in Absatz 1 erwähnten Funktion wird im Rahmen seiner Vollmachten erlaubt, die Preisüberprüfung aufzuerlegen, wenn diese in den durch Artikel 21, § 1 und § 2 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2001 oder durch Artikel 21, § 1 und § 2 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2012 festgelegten Bedingungen nicht Pflicht ist.";

3° in Absatz 4 wird der Wortlaut "Artikel 17, § 2, 2°, b des Gesetzes vom 24. Dezember 1993" durch den Wortlaut "Artikel 26, § 1, 2°, b des Gesetzes" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird der Wortlaut "Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1996 von den in Artikel 3, § 1. 2. Absatz erwähnten Bestimmungen des allgemeinen Lastenheftes" durch den Wortlaut Artikel 9, § 4 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 von den in Artikel 9, § 4, Absatz 2 erwähnten Bestimmungen" ersetzt.

2° in Punkt 2° wird der Wortlaut "Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1996" durch den Wortlaut "Artikel 67, § 1 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013" ersetzt;

3° in Punkt 3° wird der Wortlaut "Artikel 87 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 oder von Artikel 75 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996" durch den Wortlaut "Artikel 13, § 1 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2011 oder Artikel 13, § 1 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2012" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

3° in Punkt 1° wird der Wortlaut "Artikel 110 des Königlichen Erlasses vom Königlichen Erlass vom 8. Januar 1996 oder in Artikel 98 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996" durch den Wortlaut "Artikel 95 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2011 oder Artikel 94 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2012" ersetzt;

2° in Punkt 3° wird der Wortlaut "Artikel 118 und 119 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 oder Artikel 106 und 107 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996" durch den Wortlaut "Artikel 103 und 104 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2011 oder Artikel 102 und 103 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2012" ersetzt.

Art. 5 - Artikel 21 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 21 - Nur der Generalsekretär und der Generaldirektor dürfen, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, den Auftrag vergeben, wenn der Betrag des niedrigsten oder wirtschaftlich vorteilhaftesten regulären Angebots den Betrag von 250.000 Euro erreicht und um mehr als 15 % unter dem Durchschnitt der Angebote liegt, die durch die auserwählten Submittenten abgegeben werden."

Art. 6 - In Artikel 22, Absatz 1 wird die Zahl "25" durch die Zahl "15" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 24 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird der Wortlaut "Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1996" durch den Wortlaut "Artikel 37 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013" ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird zwischen den Wortlaut "Erlass der Geldstrafen" und den Wortlaut "in Höhe von 10 %" der Wortlaut "wegen Verspätung und ein Zuschlag" eingefügt.

Art. 8 - In denselben Erlass wird ein Artikel 61/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 61/1 - Dem Generaldirektor oder einem zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, den Minister für die Vergabe und den Abschluss von Rechtsgeschäften in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von unbeweglichen Gütern zu vertreten."

Art. 9 - In denselben Erlass wird ein Artikel 69/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 69/1 - Dem Generaldirektor oder einem zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, den Minister für die Vergabe und den Abschluss von Rechtsgeschäften in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von unbeweglichen Gütern zu vertreten."

Art. 10 - Artikel 70 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ergänzt:

10° im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereichs in Anwendung von Artikel 78.1.1 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die Straßenverkehrspolizei Genehmigungen in Bezug auf die Einrichtung, die Organisation und die Kennzeichnung der Baustellen auf Autobahnen zu erteilen;

11° Vereinbarungen betreffend die Benutzung des öffentlichen Eigentums sowie Partnerschaftvereinbarungen mit den Gemeinden betreffend die Verwaltung, den Unterhalt und die Gestaltung der Bürgersteige abzuschließen."

Art. 11 - In denselben Erlass wird ein Artikel 72/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 72/1 - Dem Generaldirektor oder einem zu diesem Zweck von ihm bestimmten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, den Minister für die Vergabe und den Abschluss von Rechtsgeschäften in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von unbeweglichen Gütern zu vertreten."

Art. 12 - In der Anlage desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in der zweiten Sparte wird der Wortlaut "Öffentliche Ausschreibung" und "Allgemeiner Angebotsaufruf" jeweils durch den Wortlaut "Offene Ausschreibung" bzw. "Offener Angebotsaufruf" ersetzt;

2° in der dritten Sparte wird nach dem Wortlaut "Verhandlungsverfahren mit vorheriger Bekanntmachung" der Wortlaut "Vereinfachtes Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung" eingefügt.

Art. 13 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206902]

28 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 juli 2010, 23 juni 2011, 31 mei 2012 en 31 januari 2013;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 2012 plaatsing overheidsopdrachten speciale sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Overwegende dat de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst bijgewerkt moeten worden;

Overwegende dat de behandeling van de dossiers betreffende de aankoop en de overdracht van onroerende goederen dient te worden vereenvoudigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 18 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 november 2013;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 17 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst wordt vervangen als volgt :

"Art. 17. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

2° het koninklijk besluit van 15 juli 2011 : het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

3° het koninklijk besluit van 16 juli 2012 : het koninklijk besluit van 16 juli 2012 plaatsing overheidsopdrachten speciale sectoren;

4° het koninklijk besluit van 14 januari 2013 : het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken."

Art. 2. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het cijfer "7" vervangen door het cijfer "6";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Elke titularis van het in het eerste lid bedoelde ambt is, in het kader van zijn delegaties, gemachtigd om het nazicht van de prijzen op te leggen, wanneer het niet verplicht is, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 21, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 15 januari 2001 of bij artikel 21, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 16 juli 2012";

3° in het vierde lid, worden de woorden "artikel 17, § 2, 2°, b, van de wet van 24 december 1993" vervangen door de woorden "artikel 26, § 1, 2°, b, van de wet".

Art. 3. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, worden de woorden "artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 september 1996, afwijkt van de in artikel 3, § 1, tweede lid, bedoelde bepalingen" vervangen door de woorden "artikel 9, § 4, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, afwijkt van de in artikel 9, § 4, tweede lid, bedoelde bepalingen";

2° in 2°, worden de woorden "artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 september 1996, vervangen door de woorden "artikel 67, § 1, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013";

3° in 3°, worden de woorden "artikel 87 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of artikel 75 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996" vervangen door de woorden "artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 of artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 16 juli 2012".

Art. 4. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, worden de woorden "artikel 110 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of in artikel 98 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996" vervangen als volgt : "artikel 84 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 of in artikel 94 van het koninklijk besluit van 16 juli 2012";

2° in 3°, worden de woorden "de artikelen 118 en 119 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of de artikelen 106 en 107 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996" vervangen door de woorden "de artikelen 103 en 104 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 of in de artikelen 102 en 103 van het koninklijk besluit van 16 juli 2012".

Art. 5. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 21. Enkel de secretaris-generaal en de directeur-generaal kunnen, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, de opdracht toekennen wanneer het bedrag van de laagste regelmatige offerte of de economisch voordeligste offerte 250.000 euro bedraagt en wanneer dit bedrag minstens 15 % onder het gemiddelde bedrag van de offertes ligt, ingediend door de geselecteerde inschrijvers."

Art. 6. In artikel 22, eerste lid, wordt het cijfer "25" vervangen door het cijfer "15".

Art. 7. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

2° in paragraaf 1, worden de woorden "artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 september 1996" vervangen door de woorden "artikel 37 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013";

2° in paragraaf 2, wordt het woord "boetes" vervangen door het woord "vertragsboetes" en de woorden "en straffen" worden ingevoegd vóór de woorden "ten belope van".

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 61/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 61/1. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt een delegatie om de Minister te vertegenwoordigen bij het verlijden en het sluiten van de akten in verband met de aankoop of de overdracht van onroerende goederen."

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel 69/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 69/1. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt een delegatie om de Minister te vertegenwoordigen bij het verlijden en het sluiten van de akten in verband met de aankoop of de overdracht van onroerende goederen."

Art. 10. Artikel 70 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met wat volgt :

"10° een machtiging te verlenen voor de plaatsing van borden en de organisatie van het signaleren van werken op de autosnelwegen binnen de perken van hun ambtsgebied overeenkomstig artikel 78.1.1 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

11° het sluiten van overeenkomsten in verband met het gebruik van het openbaar domein alsook partnerschaps-overeenkomsten met de gemeenten betreffende het beheer, het onderhoud en de aanleg van voetpaden en andere wegwitruïngen."

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel 72/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 72/1. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt een delegatie om de Minister te vertegenwoordigen bij het verlijden en het sluiten van de akten in verband met de aankoop of de overdracht van onroerende goederen."

Art. 12. In de bijlage van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tweede kolom, worden de woorden "Openbare aanbesteding" en "algemene offerteaanvraag" respectievelijk vervangen door de woorden "Open aanbesteding" en "open offerteaanvraag";

2° in de derde kolom, worden de woorden "directe onderhandelingsprocedure met bekendmaking" toegevoegd na de woorden "onderhandelingsprocedure met voorafgaandelijke bekendmaking".

Art. 13. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206925]

28 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles et notamment l'article 4;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale créant une entité commune pour les relations internationales Wallonie-Bruxelles;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 18 février 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 21 février 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 février 2013;

Vu le protocole n° 600 du Comité de secteur XVI, établi le 28 juin 2013;

Vu l'avis n° 54.269/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis du Comité de direction de Wallonie-Bruxelles International, donné le 26 novembre 2013;

Sur proposition du Ministre-Président, en charge des Relations extérieures, et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les points 1^{er} et 2 de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International sont remplacés comme suit :

« 1. au rang A2, le grade d'administrateur général et d'administrateur général adjoint;

2. au rang A3, le grade d'inspecteur général expert; ».